



région **BOURGOGNE  
FRANCHE-COMTÉ**



## AIDES AUX INVESTISSEMENTS POUR L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE ÉNERGETIQUE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

### NOTICE POUR REMPLIR LE FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

Type d'opération 4.1 B du Programme de Développement Rural de la Région Franche-Comté  
Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information (cerfa n°).

**Veillez transmettre l'original à la Direction Départementale des Territoires (DDT) du département du  
siège de votre exploitation et conserver un exemplaire :**

- **DDT du Doubs** : 6 rue Roussillon / BP 1169 / 25003 BESANÇON CEDEX. Tel : 03.81.65.62.62.
- **DDT du Jura** : 4 rue du curé Marion / BP 50356 / 39015 Lons le Saunier Cedex. Tel : 03.84.86. 80.00.
- **DDT de Haute-Saône** : 24-26 Boulevard des alliés / 70014 Vesoul Cedex. Tel : 03.63.37.92.00.
- **DDT du Territoire de Belfort** : Place de la Révolution française / 90020 Belfort Cedex. Tel : 03.84.58.86.86.

Tous les documents mentionnés dans cette notice sont téléchargeables sur le site internet de votre DDT ou sur le site  
<http://www.europe-en-franche-comte.eu/>

### CONDITIONS D'OBTENTION ET MONTANTS DE LA SUBVENTION

#### Qui peut demander une subvention ?

##### LES AGRICULTEURS :

- Les agriculteurs personnes physiques définis comme suit (2 critères cumulatifs) :

1) Exerçant une activité agricole, c'est-à-dire satisfaisant les 3 conditions suivantes :

- Etre affilié au régime de protection social des non salariés des professions agricoles,
- Etre considéré comme non salarié agricole conformément à l'article L.722-5 du Code rural et de la pêche maritime,
- Réaliser les activités de production au sens de l'article L.311-1 du Code rural et de la pêche maritime visées au 1° de l'article L.722-1 du même code.

2) Etant âgés de 18 ans au moins à la date de la demande d'aide et n'ayant pas atteint **au premier janvier de** l'année du dépôt de la demande l'âge prévu à l'article D 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale

- Les agriculteurs personnes morales qui exercent une activité agricole (Sociétés à objet agricole telles que GAEC, EARL, SARL, etc...), et dont au moins un des

- associés exploitants remplit les conditions d'âge définies ci-dessus pour les agriculteurs personnes physiques,
- Les établissements de développement agricole, d'enseignement agricole et de recherche exerçant une activité agricole,
- Les fondations, associations et organismes de réinsertion sans but lucratif exerçant une activité agricole,

##### LES GROUPEMENTS D'AGRICULTEURS :

- Les CUMA;
- Les structures collectives portant un projet reconnu en qualité de GIEE et exerçant une activité agricole au sens du L.311-1 du Code rural et de la pêche maritime;
- Toute structure collective (y compris certaines coopératives agricoles), constituée exclusivement d'agriculteurs.

#### Le demandeur doit répondre aux conditions suivantes :

- Le siège social de l'exploitation et l'investissement pour lequel une aide est sollicitée doivent être localisés en Franche-Comté,
- Le demandeur ne doit pas être en procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation, et est à

jour de ses contributions sociales et fiscales au jour de la demande,

- En cas d'investissements touchant aux bâtiments agricoles, le porteur de projet non propriétaire doit fournir l'autorisation écrite du bailleur.
- L'investissement pour lequel une aide est demandée dans le cadre de cette mesure par un groupement d'agriculteurs doit être destiné exclusivement à l'usage des membres du groupement.

#### Le projet doit répondre aux conditions suivantes :

- Lorsqu'un projet d'investissement est éligible à un dispositif d'aide relevant de l'OCM unique (investissement viticole par exemple), il est de fait inéligible à cette opération du PDR,
- En cas de recours à un prêt pour financer le projet, un avis bancaire dans lequel sera fixé le montant minimum de la subvention nécessaire à l'obtention de l'accord de la banque devra être présenté,
- Le projet ne doit pas avoir commencé avant la date du compte-rendu du Comité de sélection. La date de commencement d'une exécution du projet, correspond à la date du premier acte juridique passé pour la réalisation du projet (commande, devis contresigné) ou à défaut la date de la première dépense. Seules les études de faisabilité peuvent être réalisées préalablement au dépôt du dossier complet (diagnostic énergétique par exemple),
- La demande d'aide comportera obligatoirement un diagnostic global énergie / gaz à effet de serre. Ce diagnostic peut être intégré dans les coûts éligibles au titre des frais généraux (études de faisabilité).
- Les investissements pour lesquels une aide est sollicitée doivent répondre aux préconisations formulées dans le cadre du diagnostic global énergie / gaz à effet de serre.
- Les investissements qui peuvent bénéficier d'un soutien dans le cadre du dispositif "Aide à la construction, la rénovation et l'aménagement des bâtiments d'élevage" sont inéligibles à une aide au titre de cette opération.

### Quels investissements éligibles?

#### Les investissements éligibles pour les agriculteurs et groupements d'agriculteurs:

Isolation de locaux, acquisition de matériels visant à améliorer la performance énergétique du processus de production :

- travaux d'isolation
- ventilateurs et/ou turbines et trappes motorisées des systèmes de ventilation centralisée dans les bâtiments d'élevage hors sol disposant de plusieurs salles,
- ventilateurs économes en énergie

- niche à porcelets en maternité
- chauffage localisé par plaques pour porcelets en maternité
- radiants à allumage automatique
- éclairage spécifique lié à l'économie d'énergie : détecteurs de présence, systèmes de contrôle photosensible régulant l'éclairage en fonction de la luminosité extérieure, démarreur électronique pour les appareils électroniques,
- poste Bloc de traite :
  - o Récupérateur de chaleur pour eau chaude sanitaire,
  - o Pré-refroidisseur de lait,
  - o Pompe à vide de la machine à traire et ses équipements liés à l'économie d'énergie
- équipements liés à la production et à l'utilisation d'énergie en site isolé et non connecté au réseau d'alimentation électrique (100% valorisée pour les besoins de l'exploitation agricole)

#### Matériels et équipements de production de chaleur :

- échangeurs thermiques du type air sol ou puits canadiens ou VMC double flux
- matériaux, équipements et matériels pour l'installation d'un chauffe-eau solaire thermique pour la production d'eau chaude sanitaire liée à l'exploitation
- chaudières à biomasse (hors serres) y compris le silo d'alimentation de la chaudière et les systèmes d'alimentation spécifique pour la chaudière
- pompes à chaleur (hors serre) y compris les pompes à chaleur dédiées à la production d'eau chaude (correspondant aux chauffe-eau thermodynamique) et les pompes à chaleur géothermiques

#### Aménagements de locaux et matériels de séchage solaire en grange et fermages ou de séchages de cultures à partir d'énergie renouvelable :

- Équipements liés à un local de production et d'utilisation d'énergie renouvelable destinée au séchage en grange des fourrages :  
gaine de récupération d'air chaud, panneaux isolants, ventilateurs, cellules et caillebotis
- Equipements destinés au séchage des productions végétales (hors fourrages) par une source d'énergie renouvelable (solaire, thermique, biomasse)

#### Equipements nécessitant des attestations :

- Équipements de chauffage ou de production d'eau chaude fonctionnant au bois ou autres biomasses : le rendement énergétique doit être supérieur ou égal à 70 % et la concentration en monoxyde de carbone doit être inférieure ou égale à 0.3%. L'installation doit être réalisée par un agent qualifié reconnu garant de l'environnement (RGE)
- Capteurs solaires thermiques : certification CSTBat ou certification Solar Keymark ou équivalent ainsi que l'installation par un agent qualifié reconnu garant de l'environnement (RGE).
- Pompes à chaleur : coefficient de performance énergétique (COP) supérieur ou égal à 3,4. (Le COP d'une pompe à chaleur se traduit par le rapport entre la quantité de chaleur produite par celle-ci et l'énergie électrique consommée par le compresseur). L'installation doit être

réalisée par un agent qualifié reconnu garant de l'environnement (RGE)

- Pompes à chaleur dédiées à la production d'eau chaude sanitaire : coefficient de performance supérieur à 2,2 selon le référentiel de la norme d'essai EN 255-3. L'installation doit être réalisée par un agent qualifié reconnu garant de l'environnement (RGE)

- Ventilateurs et/ou turbines : un débit de 10 000m<sup>3</sup>/h à 50 Pa.

### Investissements matériels spécifiques aux groupements d'agriculteurs :

<u>Valorisation biomasse bois plate forme de stockage</u>
Valorisation biomasse bois autres : <ul style="list-style-type: none"><li>• Chaîne de conditionnement pour la commercialisation de biomasse,</li><li>• Combiné scieur – fendeur avec tapis ameneur pour bois bûche,</li><li>• Déchiqueteuse à grappin,</li><li>• Chargeur télescopique pour usage lié à cette valorisation, Grappin abatteur / coupeur abatteur,</li><li>• Botteleuse de sarments de vignes.</li></ul>

### Pour tous les bénéficiaires, sont éligibles :

Les frais généraux liés aux coûts éligibles visés précédemment, au sens de l'Article 45.2.c du Règlement 1305/2013 du 17 décembre 2013. (maîtrise d'œuvre, étude de faisabilité, publicité etc.). Les diagnostics globaux énergie / gaz à effet de serre de l'exploitation tels que préconisés dans la circulaire DGPAAT/SDEA/SDBE/C2013-3003 du 9 janvier 2013 entrent dans la catégorie des frais généraux.

### Ne sont pas éligibles :

- Les matériels d'occasion,
- L'auto construction
- Le renouvellement à l'identique,
- L'achat sous forme de crédit-bail
- Les études non suivies d'investissement
- Les unités de méthanisation et investissements rattachés

### Principes relatifs à l'établissement des critères de sélection

Tous les dossiers déposés au cours d'un appel à projets, font l'objet d'un classement établi à partir d'une grille de sélection validée par le comité de suivi FEADER et communiquée dans l'appel à projets.

La sélection s'opère selon les principes de sélection suivants :

- Les zones laitières fragiles,
- Type de productions (catégories par ordre de préférence : élevages autres que bovins lait et viande, bovins viande, bovins lait, productions végétales et autres filières),

- types de porteurs de projets (catégories par ordre de préférence : groupements d'agriculteurs, jeunes agriculteurs, autres),
- types d'investissements (par ordre de préférence : investissements permettant une amélioration de la performance énergétique des bâtiments, investissements utilisant des énergies renouvelables, investissements sur le poste bloc de traite, autres investissements),
- Types de projets (les porteurs qui ont un projet global de modernisation, c'est-à-dire qui déposent une demande d'aide dans le cadre de l'opération 4.1 A Aides à la construction, la rénovation et l'aménagement des bâtiments d'élevage en plus du projet déposé dans le cadre de cette opération sont privilégiés en terme de sélection),
- Pérennisation de l'outil de travail (les porteurs de projets approchant de l'âge de la retraite (qui transmettront prochainement leur exploitation) sont privilégiés.

Le comité régional de sélection établit la liste des dossiers retenus et des dossiers refusés.

### Quelle articulation avec les autres dispositifs ?

La subvention accordée au titre de ce dispositif n'est pas cumulable avec une autre aide publique cofinancée ou non cofinancée par l'Union européenne.

En particulier, l'intervention de prêt bonifié en complément de l'aide à l'amélioration de la performance énergétique des exploitations agricoles n'est pas autorisée sauf pour les prêts accordés au titre des aides à l'installation.

### Ligne de complémentarité des investissements éligibles à l'aide à la construction, la rénovation et à l'aménagement des bâtiments d'élevage et à l'aide pour l'amélioration de la performance énergétique des exploitations agricoles en cas de dépôt simultané de demandes au titre des deux aides :

- Investissements relatif à l'isolation et/ou à la ventilation du bâtiment et/ou portant sur la régulation des installations de chauffage :

*pris en compte dans l'assiette éligible à l'aide à la construction, la rénovation et à l'aménagement des bâtiments d'élevage,*

- Investissements relatifs à :

- L'aménagement de locaux et à l'acquisition de matériels de séchage en grange de fourrage,
- L'acquisition de matériels visant à améliorer la performance énergétique du processus de production (ex : pré refroidisseur de lait, récupérateur de chaleur sur tank, ...),
- L'acquisition de matériels et équipements de production de chaleur (chauffe-eau solaire ou thermodynamique, pompe à chaleur, chaudière biomasse ou à condensation, *pris en compte dans l'assiette éligible à l'aide à l'amélioration de la performance énergétique des exploitations agricoles, à condition qu'ils soient clairement identifiés et individualisés dans le devis.*

## Les montants et taux d'aide

### Montant plancher de l'assiette éligible des investissements par dossier :

4 000 € pour tous les demandeurs

### Montant plafond de l'assiette éligible totale au cours de la programmation :

Plusieurs aides sont attribuables pour un même bénéficiaire au cours de la programmation 2014-2020, dans la limite d'une assiette totale d'investissements éligibles de :

- 40 000 € pour les bénéficiaires de la catégorie "AGRICULTEURS" hors GAEC
- 70 000 € pour les GAEC à 2 associés,
- 90 000 € pour les GAEC à 3 associés et plus,
- 150 000 € pour les bénéficiaires de la catégorie "GROUPEMENTS D'AGRICULTEURS",

### Calcul du montant de l'aide :

<b>1 - Détermination de l'assiette éligible du projet</b>
<b>Dossiers portés par des bénéficiaires de la catégorie "AGRICULTEURS" hors GAEC :</b> Assiette globale éligible plafonnée à 40 000 €
<b>Dossiers portés par des GAEC:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 associés : assiette globale éligible plafonnée à 70 000 €</li><li>• 3 associés et plus : assiette globale éligible plafonnée à 90 000 €</li></ul>
<b>Dossiers portés par des bénéficiaires de la catégorie "GROUPEMENTS D'AGRICULTEURS":</b> Assiette globale éligible plafonnée à 150 000 €
<b>Conditions à respecter pour le calcul de l'assiette globale éligible :</b> l'assiette relative aux frais généraux et aux investissements immatériels est plafonnée à 10% de l'assiette éligible totale hors ce poste
<b>2 – Calcul du taux de soutien</b>
<b>Taux de soutien :</b> 30%
<b>Modulation :</b> Zone Laitière Fragile : + 10%
<b>Bonification jeune agriculteur (*):</b> + 10%

(\*)Pour bénéficier de l'application de la majoration JA, le jeune agriculteur doit avoir bénéficié des aides nationales à l'installation et **au jour du dépôt de la demande d'aide à l'investissement, répondre aux conditions suivantes :**

- être installé depuis moins de 5 ans à compter de la date d'installation figurant sur son certificat de conformité CJA,
- être âgé de moins de 40 ans

Dans le cas de l'installation sous forme sociétaire, l'application de la majoration JA se fait au prorata des parts sociales détenues par le JA. Dans le cas des groupements d'agriculteurs, la majoration JA n'est pas appliquée.

## Publicité de l'aide européenne (règlement d'exécution UE n°808/2014 du 17/07/2014 JOUE du 31/07/2014 annexe 3)

Chaque bénéficiaire d'une subvention du FEADER s'engage à rendre publique l'aide reçue. Pour ce faire, il doit :

- donner sur son éventuel site web professionnel, une description succincte de l'opération, proportionnée au niveau de l'aide, y compris dans sa finalité et ses résultats, mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union
- apposer pour les opérations dont le soutien public est :
  - **supérieur à 10 000 €**, une affiche d'un format A3 (42 x 29,7 cm - dimension minimum),
  - **supérieur à 50 000 €**, une plaque explicative de taille minimale A3 (42 X29, 7 cm), présentant des informations sur le projet (à minima nom + montant de l'assiette éligible indiqué dans la convention) ainsi que la mention faisant référence au FEADER (« Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales »). Ces éléments de communication devront occuper au moins 25 % du support,
  - mentionner l'aide européenne **dans toute publication** (article de presse, plaquette d'information, affiche, site internet...) ou **lors de toute manifestation** (portes-ouvertes...).

En cas d'irrégularité ou de non respect de ces obligations de publicité, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré éventuellement de pénalités.

Tous les documents utiles et les modèles sont disponibles sur le site « [www.europe-en-franche-comte.eu](http://www.europe-en-franche-comte.eu) ».

## RAPPEL DE VOS ENGAGEMENTS

① **Poursuivre son activité agricole pendant cinq ans à compter du paiement final de l'aide européenne.**

② **Maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter du paiement final de l'aide européenne, pour le matériel je m'engage à ne pas revendre le matériel financé ou à le remplacer sans aide.**

③ **Se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation.**

④ **Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits -nationaux ou européens-, en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet.**

⑤ **Détenir, conserver, fournir, à compter de la date du dernier paiement, pendant dix années, tout document ou justificatif se rapportant aux investissements réalisés et permettant de vérifier l'effectivité de vos engagements et de vos attestations sur l'honneur à compter de la date de la décision d'octroi de l'aide.**

⑥ **Informé le service instructeur préalablement à toute modification du projet ou des engagements.**

⑦ **Avoir réalisé un diagnostic global énergie/gaz à effet de serre et faire intervenir des entreprises qualifiées pour les travaux d'électricité.**

## **FORMULAIRE A COMPLETER ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

### **Demande**

La liste des pièces à fournir est indiquée à la dernière page du formulaire. Sous réserve de leur validité, vous n'avez pas à produire celles qui sont déjà en possession du service instructeur. Toutes ces pièces doivent impérativement être à la disposition du service instructeur afin qu'il puisse procéder à l'examen et à l'instruction de votre demande.

### **Précisions sur la manière de remplir le formulaire**

Chaque usager est identifié par un Numéro unique. Ce N°uméro est, dans le cas général, le N° SIRET. Si vous ne possédez pas de N° SIRET, rapprochez-vous du Centre de Formalité des Entreprises (C.F.E.) dont vous dépendez. Si vous ne pouvez obtenir un N° SIRET, en joignant la copie d'une pièce d'identification, les services du ministère chargé de l'agriculture vous donneront un Numéro spécifique (NUMAGRIT) qui sera votre identifiant unique. Cet identifiant unique vous permettra, ultérieurement, d'accéder à toutes les informations concernant la gestion de vos dossiers au sein de cette administration.

**Vous n'êtes pas autorisé à démarrer votre projet (passer une commande, contresigner un devis, payer un acompte) avant la date du compte-rendu du comité de sélection.** Si votre demande n'est pas sélectionnée, vous aurez ainsi toujours la possibilité de la renouveler sous réserve que vous ne démarriez pas vos travaux avant la date du compte-rendu du comité de sélection au cours duquel votre nouvelle demande aura été examinée.

Le montant de la subvention qui peut être accordée est prévisionnel, le montant définitif de l'aide devant être calculé en fonction des travaux effectivement réalisés plafonné au montant maximum prévisionnel.

En cas de demande présentée par un JA, celle-ci ne pourra être prise en compte que si le RJA est établi par la DDT au plus tard à la date de complétude figurant dans l'appel à projets.

### **Devis**

Vous devez fournir :

- 2 devis pour chaque dépense comprise entre 2 000 et 90 000 €,
- 3 devis pour chaque dépense supérieure à 90 000 €.

Lorsqu'il ne vous est pas possible de fournir un deuxième ou troisième devis, vous devez le justifier par écrit dans le dossier.

La réglementation européenne impose au service instructeur de s'assurer du caractère raisonnable des coûts. Vous pouvez retenir le devis le plus cher mais il faudra expliquer votre choix (raisons techniques, liées au fournisseur...).

### **Rappel des délais**

Le service instructeur vous enverra un accusé réception de votre demande d'aide après avoir constaté son caractère complet. **La DDT doit être en possession de toutes les pièces nécessaires à sa complétude au plus tard le dernier jour de l'appel à projets** ; toutefois les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> devis et les justificatifs de paiement des contributions sociales et fiscales peuvent être transmis à la DDT jusqu'à la date de complétude fixée dans l'appel à projets.. En l'absence de réponse de l'administration à l'expiration du délai de deux mois après le dépôt du dossier, il est réputé complet.

**La date limite de dépôt des demandes au service instructeur est fixée au dernier jour de l'appel à projets.**

Le service instructeur procède à l'instruction de la demande dans un délai de six mois à partir de la date de déclaration de dossier complet.

Après instruction de votre demande par le service instructeur et examen par le comité régional de sélection, vous serez informé par la DDT du résultat de la sélection.

Selon la décision du comité de sélection et après décision(s) des collectivités territoriales le cas échéant, la DDT vous adressera, soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre de rejet ou de refus de votre demande, en vous précisant les motifs de cette décision.

En cas d'acceptation de votre demande par le comité régional de sélection, vous disposez d'un délai d'un an à compter de l'engagement juridique pour commencer à exécuter votre projet ; passé ce délai, la décision est rendue caduque.

Vous devez déclarer à la DDT la date de début d'exécution de votre projet.

Vous disposez d'un délai de deux ans à compter de la date de déclaration de début d'exécution de votre projet pour le terminer. A titre exceptionnel, sur votre demande motivée faite avant l'expiration du délai concerné auprès de la DDT, la Région peut, par décision motivée, accorder en une ou plusieurs fois une prorogation de ces délais, sans que la durée totale de la prorogation n'excède un an pour le démarrage du projet et deux ans pour sa réalisation. Passé ces délais, la décision peut être déclarée caduque et les sommes éventuellement versées peuvent faire l'objet d'un recouvrement.

### **Versement de la subvention**

Pour obtenir le paiement de la subvention, le bénéficiaire doit adresser au service instructeur, au plus tard dans les trois mois suivant l'achèvement complet de l'opération, le formulaire de demande de paiement qui lui aura été envoyé lors de la notification de la décision attributive, accompagné d'un décompte récapitulatif et des justificatifs des dépenses réalisées (factures acquittées par les fournisseurs ou accompagnées des relevés de compte du grand livre comptable).

La subvention peut donner lieu au versement de deux acomptes, sous réserve que ces derniers atteignent individuellement la somme de 1 500 € et dans la limite de 80% du montant prévisionnel de l'aide.

Le solde de la subvention est demandé à l'achèvement des travaux. Une visite sur place pour constater la réalisation des travaux peut être effectuée au préalable par le service instructeur.

Le paiement de la subvention est assuré par l'ASP.

**LES CONTROLES ET LES CONSEQUENCES FINANCIERES SI VOUS NE RESPECTEZ PAS VOS ENGAGEMENTS.**

**Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements**

Des contrôles sur place sont effectués de manière inopinée. Le contrôleur doit constater l'exacte conformité entre les informations contenues dans votre demande et la réalité du projet réalisé. Pour le point ①, ② de vos engagements, le contrôle consiste à vérifier l'absence d'irrégularité.

A l'issue du contrôle, vous serez invité à signer et, le cas échéant, à compléter par vos observations, le compte-rendu dont vous garderez un exemplaire.

**Sanctions prévues**

Un décret à paraître définira les sanctions applicables en cas de :

- Anomalie constatée, sauf cas de force majeure, une sanction proportionnée à la gravité de l'anomalie constatée sera appliquée.
- Demande de paiement pour des dépenses qui ne sont pas éligibles,
- Fraude, fausse déclaration délibérée (falsification de document, non déclaration délibérée...) ou refus de se soumettre aux contrôles,

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique. Les destinataires des données sont la Région le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, l'Agence de Services et de Paiement et les autres financeurs. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification pour les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au service instructeur.

**Cession**

En cas de cession de l'exploitation en cours de réalisation des investissements ou pendant la durée des engagements, le cessionnaire peut reprendre les investissements et poursuivre les engagements souscrits pour la période restant à courir. Le transfert doit faire l'objet d'une demande écrite par le repreneur auprès de votre DDT, qui vérifie que celui-ci remplit les conditions d'accès à l'aide. En cas de non-respect des engagements par le repreneur, les sanctions mentionnées ci-dessus s'appliquent.

Lorsque l'évolution de la forme sociale de l'exploitation, sortie d'un associé jeune agriculteur ou dissolution d'un GAEC notamment, a des incidences sur la majoration du taux et le plafonnement de l'aide accordée, le montant de la subvention fait l'objet d'une révision dans les conditions fixées par l'autorité de gestion. Le cas échéant, le bénéficiaire doit rembourser le montant indu de l'aide.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique. Les destinataires des données sont la Région de Franche-Comté, le Ministère chargé de l'Agriculture et l'ASP. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification pour les informations qui vous concernent.

Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au service instructeur.

**Cette opération est financée par :**



UNION EUROPEENNE  
FONDS EUROPEEN AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL

L'UNION EUROPEENNE



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

LE MINISTÈRE DE  
L'AGRICULTURE, DE  
L'AGROALIMENTAIRE ET DE  
LA FORÊT



LE CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DU DOUBS



LE CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DU JURA



LE CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE HAUTE-SAONE